

Certaines sources ont annoncé pour mort l'ancien DG de la Crtv, mais, il n'en est rien. L'ex haut commis de la République est toujours en vie. Selon les dernières informations parvenues à notre rédaction, l'état de santé du Pr Gervais Mendo Ze, s'est considérablement dégradé.

Les voix s'élèvent et s'insurgent contre le refus de son évacuation en Europe où il pourra recevoir des soins plus appropriés comme il l'a lui-même sollicité auprès du Chef de l'Etat.

Dans un texte publié sur internet Me Timbane Bomo, s'indigne

Des informations récurrentes et de diverses sources apprennent que le professeur Gervais Mendo Ze, une des grandes éminences grises de notre pays, ayant servi votre régime sans le domaine des communications, est en train de mourir, faute d'un plateau technique approprié pour ses soins au Cameroun.

Pourtant, Il revient à l'Etat de veiller à la santé et de soigner les prisonniers.

C'est la loi.

C'est dans ce sens que de nombreux prisonniers ont le droit de quitter les prisons pour se soigner dans les hôpitaux , y compris à l'étranger, si nécessaire.

Priver une personne de soins appropriés , fut-elle prisonnière, condamné à vie ou à mort, pour qu'elle recouvre sa santé est considéré en droit comme un assassinat.

Le budget du Cameroun a prévu des lignes de crédit pour l'évacuation des fonctionnaires, cadres administratifs en activité ou en retraite.

Le professeur Mendo Ze, est un haut cadre de l'administration de l'enseignement supérieur.

Pourquoi n'en bénéficie t-il pas comme l'ancien Premier Ministre Inoni Ephraïm, prisonnier et cadre administratif comme lui, ou dans la moindre mesure comme Yves Michel Fotso, aussi prisonnier, dont certains documents en circulation sur les réseaux sociaux ont montré le financement par le budget de l'Etat, de son évacuation sanitaire au Maroc ?

Comment pouvez-vous refuser d'évacuer Mendo Ze dans un centre hospitalier à l'étranger, capable de lui prodiguer des soins, alors que les rapports médicaux sur ce point sont clairs.

Voulez vous le voir mourir ? Et pourquoi ?

Monsieur le Président de la République, autant nous demandons le respect des droits pour tous les camerounais du bas peuple, autant les camerounais demandent le respect de ceux de vos collaborateurs quand bien même, il serait en inimitié avec vous ou que vous ne les appréciez plus.

La République juste et solidaire que vous proclamez dans votre livre : " Pour le libéralisme communautaire " exige de sauvegarder autant les droits des faibles, des pauvres que ceux des forts, riches et puissants.

Accordez à Mendo Ze ses droits à la santé et à la vie comme vous l'accordez aux autres.

C'est le sens de la république non discriminante et égalitaire.

Christian Ntimbane Bomo

Société Civile Critique.
